

ÉCONOMIE

Budgets incertains et inquiétudes dans les centres sociaux

BOULONNAIS Les centres sociaux subissent les conséquences de l'incertitude autour du budget national 2025. Entre retards de subventions, pressions sur les emplois et inquiétudes sur les projets à venir, les structures locales doivent s'adapter.

ELORA WAGUET ET LOUIS NAM

C'est le système de l'entonnoir. En haut, l'État qui doit acter un budget pour la nation. De ce budget est dégagé une enveloppe qui sera fournie aux différentes collectivités en France. Ces collectivités abreuvent ensuite les différents acteurs locaux. Sauf qu'en haut de la chaîne, ça traîne. Pas de budget 2025 pour la France. Pas encore, du moins.

Et dans le Boulonnais, on sent déjà les répercussions de cette non-prise de décision. Les centres sociaux culturels du Boulonnais en font les frais.

« ON A CHAUD AUX FESSES » AU CENTRE SOCIAL FERME BEAUREPAIRE

« On a chaud aux fesses mais ça va parce que la direction a anticipé au niveau trésorerie », explique Yves Rouet, vice-président du conseil d'administration du centre social Ferme Beaufrepère et trésorier de la structure.

Le centre a trois mois de trésorerie d'avance mais après c'est le flou. « La subvention de la mairie, c'est un tiers de notre budget. On a 160 000 euros plus la mise à disposition des bâtiments et des terres », détaille Stéphanie Humetz, directrice depuis 2022 mais qui travaille dans le centre depuis 2000. Le budget de la structure est réparti en un tiers de la mairie de Boulogne donc, un tiers de la CAF (caisse d'allocation familiale) et un tiers des aides diverses de l'État. Ce budget représentait 637 000 euros en 2023, 680 000 euros en 2024 et pour 2025 « on espère 700 000 euros. Mais c'est pareil, au niveau de la CAF : ça bloque aussi ».

Pas de quoi réjouir les membres de direction du centre qui malgré tout restent optimistes. « On sait qu'on a la confiance de la mairie de Boulogne et aussi de la CAF mais on est moins sereins parce qu'on sait que la ville va subir des coupes budgétaires. On entend parler d'un million et demi en moins pour la ville. On suit de très près l'actualité nationale », souligne Stéphanie Humetz. Les questions qui restent en suspens, « c'est quel moment et quand ? ». Tout le monde est « stand by », d'après Yves Rouet.

Normalement à ce moment de l'année, la direction commence à prévoir les différentes sorties pour la période estivale. « On avait plusieurs bus pour aller à Disney l'année der-

nière. Là, on va se retrouver avec un minibus de neuf places ? », sourit jaune Yves Rouet. De ce côté ce qui inquiète le plus Stéphanie Humetz, c'est de pouvoir pérenniser des emplois. Ce sont 21 personnes qui sont salariées (des CDI, CDD, contrats d'apprentissage, contrats adulte relais et services civiques), « on a un contrat d'agent d'entretien qui doit bientôt s'arrêter. On ne sait pas si on peut recruter après. Moi, je m'inquiète aussi beaucoup pour les salariés parce que derrière chaque personne, on sait bien qu'il y a une famille ».

AU CENTRE AUDREY BARTIER, « ON CHERCHE DES PETITS FINANCEMENTS À DROITE À GAUCHE »

À Wimereux, ce qui embête le centre Audrey Bartier, « c'est le fait que le Baston ne soit plus en zone veille. Ce classement en zone veille nous permettait par exemple d'avoir des subventions pour les activités des quartiers d'été », détaille Isabelle Lengagne, directrice du centre depuis 2016. Plus largement, le quartier du Baston n'est plus catégorisé comme politique de la ville depuis 2006, ce qui fait que le centre ne peut plus prétendre à certaines subventions de l'État. « Mais on est habitués maintenant à chercher des petits financements à droite à gauche », sourit la directrice.

Le centre, qui compte 1 311 adhérents, embauche 21 personnes en CDI, CDD, en emplois aidés et des saisonniers pour les vacances. « On a quatre animateurs en parcours emploi compétences (PEC, NLDR), qui s'occupent des accueils périscolaires. L'État nous aide à hauteur de 30% même si ce n'est que 30%, c'est important pour nous. Si nous n'avons plus cette aide, on sait qu'on ne pourra pas continuer les périscolaires. » Ces PEC sont souvent des tremplins pour les jeunes qui se questionnent sur leur avenir : « Qu'est-ce que j'ai envie de faire. Ici, on peut leur montrer les métiers de l'animation, de l'éducation, de l'accueil, de l'administration ou encore du numérique », détaille Isabelle Lengagne.

C'est l'une des grosses inquiétudes du centre, sinon la direction est plutôt sereine. Le budget prévisionnel de la structure pour 2025 est évalué à 1 029 690 euros. L'année dernière, la ville de Wimereux a apporté 33% du budget, « sans compter les charges supplétives », complète Nathalie Colombel, directrice administrative et



Kelly Ouenehen, directrice adjointe, Yves Rouet, vice-président et trésorier et Stéphanie Humetz, directrice du centre la Ferme Beaufrepère ont des inquiétudes par rapport à leur budget 2025.



Isabelle Lengagne, directrice, Bernard Glorieux, président et Nathalie Colombel, directrice administrative s'inquiètent pour les parcours emploi compétences.

financière ; 29,84% viennent de la CAF et le reste est partagé entre des aides de l'État, du département, de la région et de l'ARS (Agence régionale de santé).

L'ESPACE CARNOT BÉNÉFICIE D'UNE AVANCE SUR LES SUBVENTIONS

Au Portel, le centre social espace Carnot convient que cette situation est récurrente. « La grosse difficulté c'est d'aller chercher des subventions et des financements chaque année par le biais d'appels à projet notamment. En 2023, nous en avons réalisé près de 45 », souligne Jean-Paul Bossy, président du centre. Avec comme premier financeur la CAF et la municipalité du Portel, le budget total de fonctionnement de la structure sur un an équivaut à un million d'euros.

« Parfois, il y a des décalages entre le lancement des projets et la réception du financement », poursuit le président.

Admettant que c'est complexe, le centre social appuie tout de même sur le fait que la ville « joue le jeu en avançant une partie des subventions allouée chaque année, soit 171 500 euros en 2023 et pour 2025, la commune nous a assuré du même montant qu'en 2024 ». L'incertitude est donc portée sur le maintien des salariés en poste.

À BELLIDÉE, LA QUESTION DU MAINTIEN DES SALARIÉS EST CENTRALE

« Ça fait 15 ans que je suis là, ça fait 15 ans que c'est la même chose », lance Eric Martin, directeur des centres sociaux de Bellidée. Située à Saint-Martin-Boulogne, la structure

à la particularité de compter non pas un, mais bien trois centres sociaux répartis dans la commune et possédant chacun son agrément. Ce qui nécessairement donne un budget farineux : 3,5 millions d'euros par an pour le fonctionnement. « Chez nous, les subventions de la ville représentent 35% du budget annuel soit 834 000 euros », estime le directeur. Comme au Portel, la question du maintien des salariés est centrale : « Aujourd'hui, on paie environ 100 salariés, sans avoir l'assurance d'obtenir toutes les subventions, ça veut dire qu'il faut une trésorerie. Ça, la ville l'a compris et nous avance les subventions. »

Les centres sociaux n'attendent qu'une chose : d'y voir plus clair dans leurs finances. ■

Deux épines dans le pied des centres



Le centre social est un lieu d'activité et de lien social très important pour les adhérents.

C'est un combat de longue haleine que mènent les centres sociaux aujourd'hui : être capable d'avoir de la visibilité sur leur trésorerie. Évidemment, outre les subventions, cela passe aussi par la demande récurrente qu'ils manifestent auprès de la CAF à savoir : « avoir une convention pluriannuelle », appuie Eric Martin et Jean-Paul Boissy, respectivement directeur de Bellidée et président de l'Espace Carnot. Une convention qui permettrait d'assurer au centre, un versement identique « sur 4 ou 5 ans ». En sachant que la CAF représente en général 60% du budget de fonctionnement d'un centre. « On est très solidaire entre les centres sociaux du Boulonnais, chaque mardi, entre directeur de centre, on se réunit et on mène aussi des projets communs », insiste Eric Martin. Et comme si ça ne suffisait pas, l'État a décidé du gel des contrats aidés, qui sont très utilisés dans les centres sociaux (un contrat aidé permet à l'employeur de bénéficier d'aides pour diminuer le coût de l'embauche). Avec l'annonce du gel de ces contrats, les centres sociaux se retrouvent fortement pénalisés : « Certains contrats aidés arrivent à échéance, on ne pourra pas renouveler, ni remplacer par un autre contrat aidé car on ne peut plus. Et nous n'avons pas les moyens de faire passer ces personnes en CDI ou de recruter un CDI », s'indigne Eric Martin. A Bellidée, les contrats aidés représentent 10% des salariés et 30% de nos salariés actuels sont issus d'un contrat aidé. LOUIS NAM

VOTRE AVIS ?

Qu'est-ce que vous apporte votre centre social ?

ROSELINE CHRONE, 70 ANS, WIMEREUX

« Je viens au centre Audrey Bartier depuis que j'habite à Wimereux, ça fait six ans. Je cherchais des cours de yoga et quand j'ai vu les tarifs ici, je me suis inscrite. Je suis aussi aux ateliers mémoires une fois par semaine. Et je fais les balades surtout pour rencontrer des gens. »



JEANNINE HANQUEZ, 67 ANS, LE PORTEL

« C'est un vrai investissement, je prends part à tout ce qui se passe au centre social maintenant. Pour moi, c'est une satisfaction d'apporter ma pierre à l'édifice en tant que bénévole. Le centre m'a aidé, je me sentais seule chez moi et en venant ici, en faisant des rencontres des activités, ça m'a sorti de la solitude. »



PAS DE PROBLÈME POUR LES CENTRES DE LA VILLE

Si les centres sociaux associatifs se retrouvent dans une situation complexe, les centres sociaux municipaux, rattachés à une commune, sont eux plus tranquilles. À Boulogne-sur-Mer, aucune annulation d'événements ou d'animations pour l'Espace Maës. « Chez nous, le budget a été voté, on a déjà un fonds de roulement pour démarrer l'année. On a cet avantage d'être un service de la ville. Sur le premier trimestre, on met en place nos actions sans problème », précise Christophe Gobert, responsable de l'Espace Maës.